Panama: un projet d'autoroute menace une zone de grande biodiversité

Par décret du gouvernement Nº 123 du 4 décembre 2002, celui-ci a décidé "d'excuser le ministère des Travaux publics (MTP) de la réalisation d'une sélection d'entrepreneurs, condition normalement nécessaire à l'adjudication de ce genre de travaux, et de l'autoriser à passer un contrat directement avec CUSA (Constructora urbana S.A.) pour la conception, le financement et la construction du chemin écologique Boquete-Cerro Punta. Il s'agit de construire une route passant par le Paso del Respingo, qui traverserait le Parc national Volcán Barú et le Parc international La Amistad, violant ainsi le statut de protection de cette zone. Le chemin se trouve sur la route du Sendero de los Quetzales et son coût s'élèverait, d'après cette entreprise, à 7,5 millions de dollars. Cette adjudication directe serait justifiée d'après eux, par l'urgence de profiter de la saison sèche.

Le projet a déjà son histoire, qui commence en 1980-81 sur la base d'intérêts personnels, mais il n'a pas prospéré. En 1991, le ministre du MTP de l'époque a ordonné d'ouvrir un sentier de 1 km avec un bulldozer, en plein Parc national, depuis El Respingo par le Sendero de los Quetzales. Le gouverneur est intervenu et a réussi à empêcher la mise en œuvre de cette mesure. Le gouvernement a envoyé à l'Assamglée législative un avant-projet de loi déclarant la construction de ladite autoroute "d'intérêt public". Encore une fois, en 1992, la construction de cette route a été promue en fonction des intérêts privés de certaines personnalités du gouvernement, propriétaires de terrains dont la valeur augmenterait considérablement suite à la construction de cette autoroute.

Malgré le fait que l'Ecole de géomètres professionnels, suite à une étude de la route proposée, a déconseillé sa construction en raison des pentes et de la géologie de l'endroit, le projet a été repris, sans aucun débat public, sans transparence au niveau de la gestion de l'information, et sans disposer d'une étude d'impact objective. Au cours des dernières années, des routes alternatives ont été proposées, notamment la construction d'une autoroute passant par la Cuesta de Piedras, du côté sud du Volcán Barú, qui bénéficierait à une série de communautés actuellement isolées.

Les dommages causés par l'ouverture d'autoroutes dans ce genre de sites extrêmement fragiles sont énormes, en raison du compactage, de la diminution de l'infiltration et de l'augmentation notable du ruissellement en surface, ce qui entraîne des changements dans le régime hydrique et ceux-ci créent, à leur tour, des risques d'inondations des zones basses (c'est le cas, par exemple, du Boquete, dont l'historique indique des inondations en 1969, 1970, 1990, 1991, 1995 et 2000).

L'Initiative de la Société civile pour l'environnement (ISCA - Iniciativa de la sociedad Civil para le Ambiente), un réseau qui regroupe plusieurs associations environnementalistes et de droits de l'homme, est intéressée par l'éclaircissement de la procédure, par la détermination exacte de ce qu'il y a derrière ce projet et l'établissement d'un processus adéquat afin d'évaluer les coûts et les bénéfices réels de la construction de l'autoroute sur le site proposé. Ces associations ont indiqué également que ceux qui connaissent bien le Parc national Volcán Barú savent que, parmi les potentiels bénéficiaires de ces travaux, se trouvent plusieurs personnes, membres de l'actuel gouvernement et propriétaires de terrains dont la valeur augmenterait considérablement suite à la construction de l'autoroute.

ISCA se demande: "Et le Plan de gestion du Parc national Volcán Barú, financé par le Projet du couloir biologique méso-américain de l'Atlantique panaméen?" Ceci ne faisait pas partie des paramètres de discussion du Plan de gestion… cela veut dire que tout l'investissement et tout le travail réalisé jusqu'à maintenant concernant la conception dudit Plan de gestion doit être refait? Et la Réserve de la biosphère de Chiriqui-Bocas del Toro, annoncée avec tellement d'enthousiasme l'année dernière? Et les éboulements, et les problèmes qui surgiraient concernant la qualité et le débit des eaux qui alimentent les barrages hydroélectriques de la région? Et la disparition d'encore plus de forêts montagneuses humides qui font partie des écosystèmes les plus menacés d'Amérique centrale? Et la valeur des quetzales et autres espèces menacées? Et les espèces d'oiseaux endémiques, et la flore des terres hautes?"

D'après les informations envoyées par Felipe Carazo, TNC - La Amistad Project, courrier électronique: fcarazo@TNC.ORG